## LES BRITANNIQUES QUITTENT L'EUROPE ET LE DÉSARROI S'INSTALLE

# Le Brexit le plus court est toujours le meilleur

***Messieurs les Anglais sont sortis les premiers. C'est un classique.***

**De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

C'était attendu. Prévisible. Le Royaume-Uni quitte l'Union européenne et plonge Bruxelles dans le désarroi.

La construction européenne en panne depuis, déjà, plusieurs années, prend là une estocade qui risque de lui être fatale. Pour autant, le vote britannique pour le Brexit à une bonne majorité (presque 52 %) n'est une surprise que pour les eurocrates, les démagos, les partisans de l'ultralibéralisme et les fédéralistes bidon. Cette Europe, les citoyens n'en veulent pas, n'en veulent plus.

Dès qu'ils sont consultés sur l'avenir et l'appartenance à l'UE, les peuples disent non à ce capharnaüm fait de directives dictées par les marchés, d'atteintes au service public, de réductions des dépenses de solidarité et de restrictions budgétaires drastiques.

Les Français et les Néerlandais avaient, l'on s'en souvient, balancé par dessus bord la Constitution européenne qui leur était proposée.

Pourtant, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Vieille Europe (France, Belgique, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Allemagne) ainsi que ceux de la nouvelle (ex-Est et ex-Balkans) se réunissent à Lisbonne et décident de contourner le suffrage universel et imposent la Constitution européenne emballée sous l'étiquette «Traité de Lisbonne». Cérémonie frauduleuse présidée, alors, par le président Barroso, tout en obéissance aux ordres des USA, épaulé par le chancelier allemand et le Président Sarkozy alors à l'Elysée.

Les principaux centres de décision de l'UE décident, alors, de faire comme si les Européens avaient validé leurs choix. Et l'UE continue son bonhomme de chemin chaotique, contre la volonté des gens avec des structures opérationnelles non élues, ex-Commission, et des processus de prise de grandes décisions opaques et ne tenant compte que des exigences de la haute finance, des banques, des marchés et des besoins du libéralisme outrancier. Depuis une décennie, l'UE s'est transformée en citadelle inexpugnable aux citoyens, un château-fort recroquevillé sur lui-même, ayant une trouille bleue des citoyens, des votants, des personnes.

Les discours lénifiants, les postures de mépris et les attitudes arrogantes des eurocrates deviennent la règle et pas l'exception. Le rêve européen, si tant est qu'il existât un jour, se transforme en cauchemar.

Chaque consultation électorale se transforme, dès lors, en punition contre les partisans de l'UE et ces derniers font, à chaque fois, semblant d'avoir écouté, puis, dès le calme revenu, ils passent à autre chose, à d'autres préoccupations n'ayant rien à voir avec les demandes citoyennes.

Les Britanniques, les Anglais notamment, insulaires, ayant leur propre histoire et des intérêts parfois convergents, parfois divergents avec le continent, n'ont jamais caché leur volonté de rester un pied dans l'UE et un autre dehors. Qui peut le leur reprocher ?

Londres ne va pas se transformer par magie. Cela n'est pas possible et cela n'est pas souhaitable. Le Brexit ramène l'Union européenne à sa juste proportion.

Bruxelles qui ne peut, ni ne veut, devenir une fédération pesant politiquement sur le reste du monde, apparaît, après le vote britannique, dans toute sa nudité. Un géant au pied d'argile qui ne peut pas s'allier avec la Russie de peur des USA, interdit par l'Otan d'avoir une défense commune, dit fermer la porte à la Turquie alors que des pourparlers d'adhésion, chapitre par chapitre, sont ouverts en catimini.

Les Britanniques ont, au moins, le mérite de ne pas mentir. Ils veulent d'une Europe marché, c'est le cas, ne veulent pas d'une Europe fédérale, c'est le cas aussi et veillent à ce que la City, cette prestigieuse place financière, ne perde pas son leadership. Elle ne le perdra pas. Le Brexit consacre, en définitive, le rapport de force réel, il met l'Union européenne devant des choix douloureux.

Une fraude similaire au «Traité de Lisbonne» étant exclue, il reste aux dirigeants du continent à préparer dans le calme la déconstruction où revenir à la raison. Construire par petits cercles l'intégration, séparer l'appartenance à l'UE, d'autres choix à venir.

Dans un monde qui évolue à des vitesses plus que lumières, les tergiversations ne sont pas permises. Le Brexit met Bruxelles face à la réalité.

Quelle Europe ? Avec qui ? Pourquoi ? Comment ?

Toutes ces questions et bien d'autres encore seront âprement discutées à Bruxelles et en Anglais.

Le Royaume-Uni ne perd pas grand-chose après la gifle qu'il a donnée à Bruxelles.

Messieurs les Anglais sont sortis les premiers. C'est un classique.

**A. M.**

## L'UTILISATION EXCESSIVE DU SUCRE, SEL ET MATIÈRES GRASSES DANS LES PRODUITS ALIMENTAIRES

# Des mesures restrictives en étude au ministère du Commerce

***Le groupe de travail installé jeudi par le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, a pour mission de mettre en place des normes quant à l'usage démesuré des matières grasses, sucre et sel dans l'agroalimentaire.***

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir) -** D'après son communiqué rendu public jeudi, le ministère du Commerce indique que le groupe de travail, présidé par Bakhti Belaïb, a réuni les parties prenantes attachées à cette problématique de santé publique. En plus des représentants des ministères de la Santé, de l'Agriculture, de l'Industrie et de ceux de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), des associations scientifiques et professionnelles ont également été conviées à cette réunion, selon la même source. L'objectif confié à ce groupe de travail est la réalisation «dans l'immédiat» d'un cadre juridique et normatif régentant l'utilisation du sucre, sel et matières grasses dans la fabrication des produits alimentaires.

La section «prévoit» également d'organiser des campagnes informationnelles et de sensibilisation autant destinées aux consommateurs qu'aux professionnels et industriels de l'agroalimentaire. Ceci, afin d'alerter, d'une part, les uns contre les répercussions sanitaires d'une alimentation trop axée sur les produits bourrés de sucre, sel et matières grasses.

Et d'avertir les autres sur «les sanctions» qu'ils encourent s'il n'y a pas prise en considération des normes réglementaires assignées.

Photos : DR

**Bakhti Belaïb, ministre du Commerce.**

A cet effet, la réunion de jeudi «s'est principalement focalisée», dit-on, sur les conséquences dramatiques de certains produits sur la santé publique à savoir : les cafés, les boissons, les biscuits, les chips, les produits carnés et les conserves étant les plus néfastes et les plus consommés de surcroît.A en croire le communiqué, d'autres recommandations ont été proposées par les participants. Cela concerne l'introduction de mesures et dispositions légales quant à l'interdiction et à la sanction de la publicité mensongère ou trompeuse. Ce n'est pas trop tôt, puisque les publicités mensongères deviennent monnaie courante dans le champ médiatique algérien. Plus étonnant encore, c'est que les publicités prohibées partout ailleurs dans le monde sont diffusées mine de rien, sur les chaînes privées offshores plus précisément : il s'agit de celles vantant des établissements de chirurgie esthétique notamment. A suivre cet entendement, il serait tout aussi «normal» de faire passer des spots publicitaires faisant la promotion du tabac, des alcools ou encore du médicament.

**N. B.**

## ELLE QUALIFIE LA SITUATION QUE TRAVERSE LE PAYS DE «GRAVE»

# Louisa Hanoune tire la sonnette d'alarme

***«Notre pays est à la croisée des chemins. La situation est grave. Il faut une mobilisation nationale et générale pour arrêter et déjouer ce processus répressif qui risque de générer des situations graves et incontrôlables». Louisa Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) tire la sonnette d'alarme. Selon elle, «la nation algérienne est en danger».***

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** Devant les membres de la commission ouvrière de son parti, Mme Louisa Hanoune a passé en revue la situation que traverse le pays, en la qualifiant de «grave», d'où «l'urgence d'une mobilisation ouvrière et citoyenne pour sauver le pays d'un réel dérapage aux conséquences incontrôlables».

Durant près de deux heures, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a procédé à une évaluation de la situation, en évoquant notamment les «retombées de la loi de finances 2016, la dégradation de la vie sociale, ou encore le coup de force portant remise en cause des acquis et la liberté d'expression».

Dressant un tableau critique de la situation sur tous les plans, Mme Louisa Hanoune s'est interrogée «où va l'Algérie ?», rappelant à l'assistance que «feu Mohamed Boudiaf avait totalement raison et que son constat fait au lendemain de l'accession de l'Algérie à son indépendance est «plus que jamais d'actualité».

La conférencière a parlé, à cet effet, de la loi de finances 2016, «dont seuls les hommes d'affaires en tirent profit», «de la marginalisation du Parlement», «des nouvelles lois portant organisation et fonctionnement des deux Chambres», ou encore «les multiples tentatives de remise en cause des «espaces de la liberté d'expression, des libertés et des droits».

La secrétaire générale du Parti des Travailleurs cite à cet effet, «les pressions exercées sur le journal *El Khabar* et sur la chaîne KBC». Sur ce plan, Louisa Hanoune s'est interrogée sur «les réels engagements pris lors des dernières présidentielles» ou encore «les déclarations de bonnes intentions d'avant le lancement des réformes politiques». Pour elle, «ceux qui sont en train d'agir de la sorte sont en train de commettre un acte des plus graves. Ils sont en train de donner une occasion aux puissances étrangères de s'ingérer dans les affaires internes de notre pays» «Trop, c'est trop. Toutes ces attaques sont porteuses d'un réel danger sur notre pays», s'est-elle exclamée. Pour Louisa Hanoune, «nous sommes face à une véritable pollution politique». Et d'ajouter : «La politique de la terre brûlée et toutes ces provocations, si elles sont maintenues, auront des conséquences graves sur notre pays.» Pour faire face à cette situation, la secrétaire générale du PT a lancé un appel «pour une large mobilisation pour mettre à nu toutes ces attaques et, par voie de conséquence, renforcer l'immunité de notre pays».

**A. B.**

## TENTATIVE INÉDITE DE HARGA EN UNE SEULE NUIT

# Une femme et son enfant parmi 80 harraga interceptés à Annaba

***C'est une opération inédite de tentative de harga ayant concerné au total plus de 80 personnes en une seule nuit dont une mère avec son enfant en bas âge qui a eu lieu aux premières heures de la journée de jeudi dernier au large des côtes de Annaba dans quatre barques traditionnelles distinctes avec des moteurs de 40 chevaux.***

L'astuce des passeurs consistait à faire prendre la mer aux 80 harraga, à intervalles, pour détourner la vigilance des gardes-côtes et permettre, en cas d'arrestation de la première barque, aux trois autres de s'échapper et d'atteindre les eaux internationales, avant la destination finale qui n'est autre que les côtes sardes (Italie).

Agés de 4 à 46 ans, dont, des mineurs et un enfant de 4 ans accompagné de sa mère de 26 ans, les harraga ont dû s'acquitter d'une somme de 100 000 à 120 000 dinars chacun avant de prendre place dans les barques. Ils ont embarqué de la plage de Oued Bagrat (commune de Seraïdi). Chômeurs de longue date, malgré le fait qu'il y avait parmi eux des diplômés universitaires, ils espéraient une vie meilleure ailleurs que dans leur pays qui leur a tourné le dos, selon leurs dires. Interceptées successivement par les gardiens de la mer respectivement à quatre, six, neuf et dix milles au large de Ras El Hamra, les quatre barques et leurs 80 occupants, originaires de différents quartiers populaires de Annaba sauf un seul qui venait de la wilaya d'El Tarf voisine, ont été ramenés vers la station principale du groupement des gardes-côtes aux premières heures de la journée de jeudi. Les candidats à l'émigration clandestine avortée ont été auditionnés par la police des mers, avant de subir une visite médicale par les médecins de la Protection civile, corps qui est sollicité à chaque arrestation de harraga.

L'ensemble de ces derniers ont été déclarés en bonne santé. Leur présentation devant le procureur de la République près le tribunal de Annaba qui aura à statuer sur leur cas, était programmée dans l'après-midi de la même journée.

**A. Bouacha**